

• Wouter Beke se montre, sur le principe, favorable à un impôt sur la fortune.

• Pour le président du CD&V, certains syndicalistes wallons font le jeu de la N-VA.

• Il accuse les partisans d'un grand débat sur la laïcité de vouloir en fait démanteler l'école libre.

“Il faut apporter une correction sociale à l'effort budgétaire”

“D'accord pour un service minimum à la SNCB, mais pas dans la concertation”

Entretien François Brabant

Seul parti centriste au sein de la coalition fédérale, le CD&V ne peut ignorer la houle sociale. Davantage que les trois autres partis du gouvernement, il en subit les secousses. “Les amis ne sont plus aimables entre eux”, résumait récemment le quotidien “De Standaard”, à propos des rapports explosifs entre le syndicat chrétien et son parti frère. Il revient à Wouter Beke d'éviter la rupture, sans pour autant se couper de son aile droite. Nuancé, diplomate parfois jusqu'à la contorsion, celui qui a été l'idéologue maison du CD&V avant d'en devenir le président, en 2010, n'a pas droit à l'erreur.

La FGTB pourrait déclencher ce dimanche une nouvelle grève des cheminots. Au sein du gouvernement, plusieurs voix plaident pour imposer un service minimum à la SNCB. Le CD&V y est-il favorable ?

Si on peut trouver une formule qui fonctionne, oui. Comment faire ? On devra avoir cette discussion avec les syndicats. On l'a eue par le passé, d'ailleurs. Quand Inge Vervotte était ministre des Entreprises publiques, elle avait créé un cadre pour empêcher les grèves sauvages.

La question est différente aujourd'hui. La circulation de certains trains doit-elle être garantie, même en cas de grève ?

Le mieux est d'éviter les grèves.

Et s'il y a malgré tout une grève ?

Deux semaines de grève, ce n'est pas acceptable. Qu'obtiendront les syndicats wallons ? Ils vont créer un contexte favorable pour tous ceux qui veulent privatiser ou régionaliser la SNCB.

Mais le gouvernement doit-il instaurer au plus vite un service minimum ? Sur ce point, vous restez vague.

Un service minimum, c'est facile à dire, mais pour que les trains roulent, ça implique un personnel minimum. Que fait-on quand les agents ne travaillent pas ? Si on veut un cadre qui fonctionne, on ne pourra l'atteindre que par la concertation. Il y a un droit de grève mais aussi un droit de travailler. On doit trouver le bon équilibre.

Le gouvernement fédéral doit réaliser cet été un nouvel ajustement budgétaire. Où trouver l'argent ? Le CD&V va-t-il relancer l'idée d'une taxe sur les plus-values ou d'un impôt sur la fortune ?

Je comprends les syndicats quand ils disent que les efforts ne sont pas répartis de façon équitable. Il faut donc un correctif. Mais ce ne serait pas une bonne stratégie d'avancer en public une proposition concrète. On le fera à l'intérieur du gouvernement.

Il y a un an, les dirigeants du CD&V réclamaient une taxe sur les plus-values. Votre parti n'a pas obtenu gain de cause lors de la négociation sur le tax shift. C'est pour éviter d'apparaître à nouveau comme perdant que vous refusez cette fois de dévoiler vos demandes ?

J'ai défendu le tax shift, car je pensais que ça allait créer de l'emploi et augmenter le pouvoir d'achat. Mais j'ai dit aussi que le CD&V s'était retrouvé seul à plaider pour un impôt sur les grandes fortunes... Au gouvernement, nous sommes avec deux partis qui ont une autre sensibilité concernant la répartition de l'effort budgétaire entre les différents groupes sociaux. J'espère toutefois que ces partis vont accepter une correction sociale. J'ai perçu certaines ouvertures de la part de l'Open VLD et de la N-VA.

Une partie de la droite soutient qu'un impôt sur la fortune n'aura comme effet que de faire fuir les riches. Vous ne redoutez pas ce scénario ?

C'était le problème de François Hollande en France. C'est pour cette raison aussi que je ne lance pas de slogans.

La rupture est-elle consommée entre les dirigeants du CD&V et ceux du syndicat chrétien ? Marc Leemans, le président de la CSC, a déclaré que la politique gouvernementale était une “horreur sociale”.

Les syndicats viennent de sortir des élections sociales. Je sais comment se passe une élection : il faut mettre un peu d'ambiance dans la campagne, à coups de paroles fortes. Maintenant que ce moment est passé, il faut réinvestir dans le dialogue social. Je ne demande pas aux syndicats d'être d'accord avec toutes les mesures du gouvernement, je leur demande d'être honnêtes dans l'évaluation des choses.

Le discours des syndicats pêche-t-il par malhonnêteté ?

Moi, je vous donne les faits. En un an, on a augmenté le revenu d'intégration sociale de 6 %, soit 800 euros par an. Le gouvernement a aussi diminué le coût du travail, ce qui a permis la création de 140 000 emplois supplémentaires. C'est ça, une horreur sociale ? Non, c'est un bon travail de Charles Michel. Le gouvernement précédent avait bloqué les salaires. Maintenant, il n'y a plus de blocage, on a rétabli une marge pour négocier des augmentations. Alors, quand je vois les réactions de gauche par rapport au travail du gouvernement, non seulement ce n'est pas honnête, mais en plus ce n'est pas très sage.

“Les francs-maçons restent influents au Parlement”

Pensez-vous que les mouvements de grève en Wallonie fassent peser un risque sur la survie de la Belgique? “Une Wallonie structurellement en grève sera une Wallonie indépendante”, a menacé Hendrik Bogaert, député CD&V.

En 2014, la N-VA a gagné les élections. Malgré tout, nous avons laissé le communautaire au frigo. Nous nous concentrons sur le socio-économique pour créer de l'emploi, ce qui est une nécessité en Wallonie encore plus qu'en Flandre. Or que voit-on? Les actions syndicales sont plus fortes en Wallonie qu'en Flandre. Je ne comprends pas... A qui cette situation va-t-elle profiter? Certains syndicalistes wallons font clairement le jeu des nationalistes flamands.

En janvier dernier, une enquête menée par la VUB et l'UCL montrait qu'une majorité de députés, y compris en Flandre, jugeaient que les réformes de l'Etat avaient été trop loin. Refédéraliser certaines compétences, ce serait une option acceptable?

Je ne suis pas demandeur. Et je crains que la donne ait changé avec la multiplication des grèves en Wallonie. Je ne crois pas

qu'on obtiendrait encore le même résultat parmi les députés si on réalisait cette enquête maintenant.

Pieter De Crem, secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, CD&V comme vous, a déclaré qu'il ne croyait pas en l'émergence d'un islam européen. Vous, au contraire, vous estimez que c'est une nécessité. Pourquoi?

La Constitution laisse à toutes les religions la liberté de s'exprimer. La contrepartie, c'est qu'elles doivent reconnaître les valeurs de notre société. La plupart des musulmans le comprennent très bien, mais certains imams salafistes le refusent et pensent que la religion doit s'imposer à la loi. Ce n'est pas acceptable.

Pourquoi alors vous opposer à l'introduction, dans la Constitution, d'un préambule qui définirait les valeurs de l'Etat belge?

Pour moi, c'est très simple. Il suffit de reprendre l'article 2 du traité sur l'Union européenne, qui liste ces valeurs : dignité humaine, démocratie, état de droit, droits des minorités, pluralisme, égalité homme-femme...

Vous avez déclaré dans “Knack” que ceux qui voulaient introduire la notion de laïcité dans la Constitution sui-

vaient “l'agenda de certaines loges”. Vous pensez que la franc-maçonnerie reste influente en Belgique?

Dans la rue, non. Mais au Parlement, elle conserve une certaine influence. Cette discussion sur la laïcité a commencé après les attentats de Paris. Cer-

tains ont dit : notre société est en danger, il faut réaffirmer nos valeurs. Jusque-là, pas de problème. Mais quand Siegfried Bracke (N-VA) et d'autres ont indiqué que le débat concernait aussi la place de l'enseignement libre en Belgique, je me suis dit : c'est quoi ça? Quel rapport avec les attentats? Quand j'entends les arguments, je me dis qu'il y a un agenda caché. Ce n'est pas seulement un débat sur les valeurs de la société belge que certains veulent mener, mais une offensive contre quelques valeurs très importantes par le passé, et que mon parti continue à juger importantes.

Quelles sont ces valeurs?

La liberté de l'enseignement, la liberté de s'exprimer, la liberté de religion. Là-dessus, je suis plus libéral que bien des libéraux.